

Le «non» de la Norvège (RTL, 26 septembre 1972)

Source: Le "non" de la Norvège- RTL [Prod.], 26.09.1972. RTL, Paris. - SON (00:10:37, Montage, Son original).

Algérie: les accords d'Evian / Euloge Boissonade, Jean-Pierre Farkas.- Oran et Alger: RTL [Prod.], 20 mars 1962. RTL, Paris. - (07:03, Montage, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/le_non_de_la_norvege_rtl_26_septembre_1972-fr-5ed496af-ob3a-483a-b25b-372781c39e7f.html

Date de dernière mise à jour: 04/07/2016



Le «non» de la Norvège (RTL, 26 septembre 1972)

[Journaliste] L'Europe en question. Après le « non » des Norvégiens au Marché commun – 53,6 % contre l'entrée de la Norvège dans le Marché commun – une crise politique est maintenant ouverte dans ce pays. Le gouvernement travailliste de monsieur Bratteli démissionne comme prévu. Toute la question est de savoir si le Danemark, appelé à voter dimanche prochain, va suivre l'exemple de la Norvège. Le gouvernement danois s'en inquiète. Depuis ce matin, il multiplie les appels au peuple danois en faveur de l'Europe. Le Premier ministre a pris la décision de suspendre toutes les opérations de change au Danemark jusqu'après le référendum parce que sinon, si son pays dit non à l'Europe dimanche prochain, la dévaluation de la couronne danoise sera rendue inévitable. Après le « non » des Norvégiens, l'Europe en question, l'avis de Sicco Mansholt.

[Sicco Mansholt] La population n'a pas compris ce qu'est la Communauté. Même, on peut constater aussi que les peuples de notre Communauté elle-même ne comprennent pas tous. C'est parce que la distance entre la Communauté et les travaux que nous faisons et la population est beaucoup trop grande. Nous nous occupons surtout des affaires monétaires, économiques, des questions de parité, des questions de développement agricole etc., mais on n'entre pas dans le cœur de la population et on ne s'occupe pas assez avec les difficultés journalières. Alors, tout court, la Communauté ne vit pas encore dans le cœur de notre population et ça doit être un signe. Le refus de la population de la Norvège d'entrer dans notre Communauté doit nous amener à modifier notre politique et d'être beaucoup plus directe vis-à-vis des citoyens.

[Journaliste] L'avis d'un autre Européen, le Français Jean Monnet, le second invité ce soir de Jean Ferniot.

[Jean Ferniot] Monsieur le Président, alors que la guerre commerciale et monétaire risque de s'allumer de nouveau entre les États-Unis et l'Europe, du moins si l'on en croit les déclarations toutes récentes du président Nixon, au moment où va se réunir une conférence européenne au sommet, dont il semble que les résultats ne doivent pas correspondre aux espérances, le vote négatif de la Norvège ne témoigne-t-il pas d'une sorte de manque de confiance des Européens en eux-mêmes ?

[Jean Monnet] Je regrette le vote norvégien, je le regrette surtout pour la Norvège. Par son refus de se joindre à l'union de l'Europe, la Norvège s'isole et, en s'isolant de cette grande communauté européenne, elle va à reculons tandis que l'Europe va en avant. Un slogan norvégien dit au cours de cette campagne : « Nous sommes mieux tels que nous sommes ». Les Norvégiens ont, par leur vote, accepté la stagnation au lieu de choisir le changement dans le progrès. Mais là n'est pas le problème, car je suis certain que, dans un avenir prochain, la Norvège rejoindra les pays d'Europe et l'Europe unie. Le problème maintenant est l'attitude du Danemark qui, comme vous le savez, vote en référendum mardi prochain.

[Jean Ferniot] Si vous permettez que je vous interrompe d'un mot, Monsieur le Président ? Avant d'en venir au Danemark, je voudrais vous poser une question : la Communauté européenne est composée à la fois de grands et de petits pays, je pense à l'Allemagne et à la France d'un côté, au Luxembourg par exemple, à la Belgique ou aux Pays-Bas. Un pays comme le Danemark, un petit pays, quelle peut être sa place dans cet ensemble un peu disparate ?

[Jean Monnet] Mais Monsieur Ferniot, il ne faut pas oublier qu'il ne s'agit pas seulement d'un arrangement économique, il s'agit de l'avenir de nos pays. La Communauté européenne est basée sur des principes simples : égalité de tous les peuples d'Europe, établissement entre eux de la forme de relation qui existe au sein de nos propres pays. Égalité, solidarité, au lieu de la domination du passé, domination dont le Danemark, comme nous tous, a souffert.

[Jean Ferniot] Vous avez dit il y a un instant : « Je le regrette pour la Norvège. » Ne le regrettez-vous pas aussi pour l'Europe ?

[Jean Monnet] Je le regrette pour l'Europe, mais c'est un événement passager. Pour la Norvège, c'est un événement permanent. L'Europe ira de l'avant. Ces pays d'Europe s'unissent afin d'avoir un grand marché, comme les États-Unis. Ils s'unissent pour établir entre eux des règles de conduite et se conduire les uns vis-

à-vis des autres tel que nous nous conduisons au sein de nos propres pays, c'est-à-dire pas de domination. Car dans cette affaire européenne, on voit l'aspect commercial, l'aspect économique, c'est très important, mais ce qui est le plus important de tout, c'est l'attitude que les uns et les autres, nous allons avoir vis-à-vis les uns des autres. Le passé de l'Europe, nous le connaissons. Il n'y a pas 25 ans que ces pays, la France, l'Angleterre, l'Allemagne, luttaienent encore et maintenant les voilà réunis autour d'une même table, cherchant à résoudre leurs problèmes communs. C'est un progrès formidable ! Alors, la Norvège est un accident mais qui n'arrêtera pas ce progrès qui, lui, est fondamental. Et je dis, je le regrette pour la Norvège, parce que la Norvège, pour elle, c'est définitif... pas définitif puisqu'elle reviendra. Mais c'est pour cela que je souhaite vivement que le Danemark, dans son référendum la semaine prochaine, vote pour l'Europe parce qu'ils pourront non seulement bénéficier des avantages d'un grand marché, mais encore ils pourront, par les progrès qu'ils feront, montrer à leurs frères scandinaves quels avantages ils auraient eu à se joindre à ce Marché commun.

[Jean Ferniot] Je comprends, mais il n'y a pas que cela dans le vote du Danemark. Est-ce que vous ne craignez pas que le refus norvégien ne provoque un trouble chez les Danois, d'abord, qui doivent voter dans quelques jours, mais aussi ne donne un argument supplémentaire aux travaillistes britanniques contre le gouvernement de monsieur Edward Heath ?

[Jean Monnet] Vous savez comme moi qu'en politique tout s'avère bon ou mauvais. Les Norvégiens ont refusé, certainement, que les socialistes anglais se servissent de ça comme argument et, par conséquent, ils ne rendront pas le gouvernement plus difficile, mais ils harcèleront le gouvernement avec de nouvelles munitions. Mais ça n'a pas une très grande importance. L'affaire anglaise est réglée. Le vote a été pris dans la chambre des Communes et dans la chambre des Lords. C'est fini ! Par conséquent, les débats publics, politiques sont inévitables, mais ils n'auront pas, à mon avis, de conséquences.

[Jean Ferniot] Comment pourrait-on, selon vous, renverser cette tendance ? Je voudrais aller un peu plus loin dans ma question. On a l'impression actuellement qu'en même temps qu'elle se fait, l'Europe se dilue en même temps. C'est une impression un peu pénible pour ceux qui sont attachés aux idéaux européens et à la construction de l'Europe. Et l'événement norvégien a été en quelque sorte ajouté aux troubles que l'on ressentait depuis un certain nombre de semaines. Ne croyez-vous pas qu'il y existe un moyen de renverser cette tendance psychologique et de créer de nouveau une sorte de dynamisme européen ?

[Jean Monnet] Il n'y a qu'un moyen, il est à notre portée, c'est l'action. Nous parlons trop ! Nous parlons trop. C'est l'action ! L'action, c'est-à-dire que l'Europe, c'est la délégation graduelle de certains pouvoirs de décision nationaux à des institutions européennes. Il faut renforcer ces institutions. Et nous avons l'occasion prochaine de voir se manifester une volonté d'action, c'est le sommet. Le sommet a donné lieu à toutes sortes de discussions, de controverses etc., mais c'est un événement très important parce que se sont les hommes politiques et non pas les fonctionnaires qui se réuniront pour discuter de l'avenir de l'Europe. Ils se réuniront ensemble et ensemble feront une manifestation de volonté commune importante. Mais il suffit, et puis je réponds directement à votre question, il suffit qu'un gouvernement présente à l'assemblée du sommet une proposition concrète, sur le fond par exemple, au lieu de se contenter de quelques paroles, d'avoir une position concrète qui donne, au fond, une réalité d'action pour que tout change. Le malaise dont vous parlez, il existe, mais il vient du manque d'action. Les luttes, dont vous parliez à l'instant, des socialistes anglais ou autres, se sont des luttes politiques normales. Ce qui n'est pas normal, c'est que les gouvernements n'agissent pas et c'est à eux d'agir. Ils en auront l'occasion au sommet et c'est là où ils manifesteront si vraiment ils croient à l'avenir de l'Europe, ce qui est le cas, mais ils peuvent manifester par l'action.